Bujumbura juge "sans fondement" les accusations du Haut-commissariat de l'ONU

PANA, 22 avril 2016 Le gouvernement burundais rejette en bloc des accusations onusiennes dâ€™atteinte massive aux droits humains Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a rejetÃ© en bloc, jeudi soir, les rÃ©centes accusations du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de lâ€™homme portant sur une "forte augmentation du recours Ã la torture et aux mauvais traitements" imputables aux corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© qui ciblent en particulier des membres et officiers des anciennes forces armÃ©es burundaises issus de la minoritÃ© ethnique des Tusis, "y compris des soldats Ã la retraite".

Câ€™est en partie le contenu dâ€™un communiquÃ© publiÃ© le 18 avril dernier par le haut-commissaire des Nations unies a droits humains qui sâ€™alarmait dâ€™arrestations, de disparitions et dâ€™assassinats parmi les membres des ex-Forces arm burundaises (ex-FAB). Depuis le dÃ©but de cette annÃ©e, le haut-commissariat chiffre Ã 345 nouveaux cas de torture, toutes catÃ©gories confondues de victimes, qui ont Ã©tÃ© recensÃ©s par ses services sur place au Burundi ; portant Ã prÃ¨s 600, le nombre dâ€™actes documentÃ©s en bientÃ´t un an de crise liÃ©e Ã un conflit Ã©lectoral mal rÃ©solu entre le pouvoir lâ€™opposition. Des chiffres "probablement en deÃ§Ã de la rÃ©alitÃ©" pour le Haut-commissariat aux droits de lâ€™homme sâ€™inquiÃ¨te encore de lâ€™existence de lieux de dÃ©tention secrets au Burundi. Dâ€™aprÃ¨s la mÃªme source, des Ã©qu lâ€™ONU ont visitÃ© certains lieux de dÃ©tention et ont pu constater des Â« blessures encore fraÃ®ches, notamment des trac de brÃ»lures, de coups de ceinture, de barres de fer ou encore dâ€™objets pointus et dans la plupart des cas, les victimes se voient refuser lâ€™accÃ¨s aux soins Â». Le Haut-commissariat y a vu "une volontÃ© de cacher cette rÃ©alitÃ©, en enferma les victimes plusieurs jours, le temps que leurs plaies cicatrisent" ; le tout "dans lâ€™impunitÃ© totale" dont bÃ©nÃ©ficient les diffÃ©rents services de sÃ©curitÃ© et les auteurs de ces actes. Dâ€™un autre cÃ´tÃ©, malgrÃ© les discours des autoritÃ©s q abondent dans le sens dâ€™une "normalisation" de la situation, le Haut-commissariat aux droits de lâ€™homme a recensÃ© " moins de trente attaques dans la capitale, uniquement pour le mois de mars", de la part des opposants armÃ©s contre le pouvoir. Ce sont de "graves accusations sans fondement qui, visiblement, sâ€™inscrivent dans une dÃ©marche divisionniste et dans la logique de dÃ©stabilisation du pays", rÃ©pond un communiquÃ© du gouvernement burundais, rendu public jeudi soir. Le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de lâ€™Homme nâ€™en est pas Ã son premier accrochage avec le gouvernement burundais depuis le dÃ©but de la crise politique dans le pays. Le communiquÃ© officiel rappelle, notamment, quâ€™au cours de sa visite dâ€™il y a presque un an au Burundi, le haut-commissaire aux droits humains, le Jordanien Zeid Raâ€™ad al Hussein, sâ€™Ã©tait montrÃ© "trÃ¨s pessimiste et tendancieux" sur la situation prÃ©Ã©lectorale Plus rÃ©cemment encore, le mÃªme Haut-commissaire est accusÃ© dâ€™avoir publiÃ© une "dÃ©claration incendiaire" allÃ©g quâ€™au Burundi, "le viol Ã©tait utilisÃ© comme arme de guerre et que des femmes Ã©taient abusÃ©es par des policiers et de jeunes du parti au pouvoir quâ€™il qualifiait de milice, et ce, sur des bases ethniques". LÃ aussi, le communiquÃ© conclut sur "une honteuse accusation qui nâ€™avait dâ€™autre visÃ©e que de raviver les dÃ©mons des suspicions interethniques au Bur Le Haut-commissaire des Nations unies nâ€™est pas le seul de la communautÃ© internationale Ã se fâ¢cher avec le pouvoir burundais chaque fois quâ€™il y a une remise en cause de la maÃ®trise de la situation sociopolitique du pays. Le week-end dernier, le premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique, en charge des questions politiques, sÃ©curitaires et administratives, Gaston Sindimwo, avait sommÃ© les diplomates Ã©trangers dont les pays ont gelÃ© les relations avec le Burundi de faire leurs bagages ou alors de chercher un nouveau statut de "touristes Ã©trangers". Lâ€™Union europÃ©enne (UE) ainsi que les Etats-Unis dâ€™AmÃ©rique ont gelÃ© en tout en en partie leurs appuis directs au dÃ©veloppement du Burundi faute dâ€™une volontÃ© politique manifeste de la part des protagonistes de la crise dâ€™en sortir par le dialogue.